

DISCOURS 7 DECEMBRE 2022

# Séance d'ouverture de la Conférence allemande sur l'islam

Discours de la ministre fédérale de l'Intérieur et du Territoire, Madame Nancy Faeser

Seul le discours prononcé fait foi !

Mesdames et Messieurs les députés,

Mesdames et Messieurs,

Chères représentantes et chers représentants de la vie musulmane en Allemagne,

Soyez les bienvenus au ministère fédéral de l'Intérieur et du Territoire ! Je suis très heureuse que la Conférence allemande sur l'islam puisse enfin, après une longue pause due à la pandémie, à nouveau se réunir pour un grand événement dans un cadre représentatif.

Si les restrictions sanitaires liées à Covid-19 ne nous permettent pas d'utiliser à pleine capacité les locaux dont nous disposons, nous avons bien appris à nous adapter à la situation. Je souhaite donc la bienvenue également à tous ceux qui nous suivent sur leur écran grâce au livestream et leur remercie d'être avec nous.

Mesdames et Messieurs,

La Conférence allemande sur l'islam, ou DIK, n'est plus à ses débuts. En effet, cela fait seize ans qu'elle contribue à aborder les intérêts et préoccupations des musulmanes et des musulmans en Allemagne sur un pied d'égalité.

Se parler les uns les autres et non pas parler les uns sur les autres – voilà un de ses acquis fondamentaux. La DIK est devenue le forum central du dialogue et de la coopération entre l'État et les musulmanes et musulmans en Allemagne. De même, elle facilite et anime l'échange et l'entente des musulmans entre eux. La DIK a ainsi beaucoup contribué à ce que les musulmans et les communautés musulmanes en Allemagne se sentent acceptés et peuvent eux-mêmes façonner le territoire dont ils font partie intégrante et où ils sont chez eux.

La Conférence allemande sur l'islam est ainsi devenue un élément essentiel de notre politique en faveur de la cohésion sociale. Après ma prise de fonctions, j'ai donc décidé de poursuivre, de développer et de renforcer la DIK. En effet, Mesdames et Messieurs, devenue partie intégrante de la politique du territoire de notre pays, elle est aujourd'hui irremplaçable !

Pour ce qui est de l'évolution de la Conférence allemande sur l'islam, nous pouvons nous appuyer sur un fondement solide :

La DIK a apporté une contribution absolument décisive à la participation sociale des musulmanes et musulmans. Ainsi, la question de leur participation sociale est désormais clairement tranchée : la réponse se manifeste dans la mise en place de l'enseignement du fait religieux dans les écoles publiques, dans l'introduction de la théologie islamique dans nos universités, dans la participation croissante des musulmans à nos débats publics, pour ne citer que quelques exemples.

Et cela rencontre une large acceptation tant au niveau gouvernemental que sociétal, Mesdames et Messieurs !

Certaines choses ont cependant été claires dès le début : si la DIK offre un cadre à l'échange, permet de rapprocher des positions, donne des impulsions, accompagne des processus, la mise en œuvre, elle, ne relève, dans notre système fédéral, le plus souvent pas de ses compétences ou de celles de l'État fédéral, mais des compétences de *Länder*.

De plus, la réponse à certains intérêts et préoccupations importants incombe aux communautés religieuses elles-mêmes – ne serait-ce qu'en raison de la liberté du culte et du droit à l'autodétermination consacré par la Constitution.

C'est dans cette optique qu'il importe que la Conférence allemande sur l'islam réunisse régulièrement des responsables des fédérations musulmanes, des initiatives musulmanes, des *Länder* et des communes, des ministères, des administrations, des Églises et du monde scientifique afin de faire progresser le travail commun sur ces questions.

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite que la DIK dans son rôle important fasse le plein de nouvelles idées et de nouvelle vie lors de la législature en cours !

Qu'elle donne de nouvelles impulsions thématiques, qu'elle soit le moteur de discussions sur des questions de politique en matière de l'islam, et qu'elle encourage le dialogue entre musulmans. Qu'elle s'investisse pour qu'une suite soit donnée à ses impulsions et que celles-ci fassent progresser la participation et l'intégration des musulmans.

Dans le but de soutenir ces objectifs, nous avons mis en œuvre un large processus de participation en amont de la session d'ouverture qui a lieu aujourd'hui – ce processus me tenait à cœur. Nombreux sont ceux parmi vous qui ont participé à l'atelier-débat le 5 mai dernier. Dans ce cadre, nous vous avons demandé de dire quels thèmes vous tiennent particulièrement à cœur pour pendant la nouvelle étape de la DIK.

À ce propos, nous avons tenu à ce que ces impulsions soient très concrètes – et qu'elles soient en rapport direct avec la vie musulmane et le vivre ensemble entre musulmans et non musulmans en Allemagne. Car tel est l'objectif maintenant : nous voulons réaliser des progrès pratiques et mesurables !

Voilà pourquoi nous continuerons à travailler de manière souple dans différentes compositions et formats – et pourquoi nous allons abandonner les groupes fixes et invariables des anciennes Conférences sur l'islam.

Autre point qui me tient à cœur dans la nouvelle étape de la DIK : refléter la diversité de la vie musulmane. En effet, la vie musulmane en Allemagne est devenue bien plus diverse ces dernières années : de nouvelles initiatives et forums ont vu le jour, des jeunes et notamment des femmes musulmanes s'organisent et se font entendre.

La vie musulmane est une partie tout à fait normale du quotidien en Allemagne. Elle se déroule dans des contextes très divers : par exemple au sein des communautés religieuses, dans le cadre du travail social, dans les fédérations des jeunes, dans le monde scientifique et dans les médias, et bien évidemment aussi dans les grandes fédérations. C'est cette grande variété qui caractérise la Conférence sur l'islam dans sa nouvelle étape.

La coalition gouvernementale s'est fixé toute une série d'objectifs pour la législature en cours :

Nous entendons lutter avec détermination contre l'islamophobie.

Nous entendons améliorer la participation des musulmans et des communautés musulmanes.

Nous entendons progresser dans la formation d'imams.

Tout cela est consacré par l'accord de coalition. Je prends ces missions très au sérieux, elles me tiennent à cœur et joueront, par conséquent, un rôle central dans le programme de travail de la DIK.

Mesdames et Messieurs,

Nombreux sont ceux en Allemagne qui sont tous les jours affectés par le racisme. Les musulmanes et musulmans le sont souvent de double façon : les manifestations de rejet et les hostilités les frappent en tant qu'adhérents de la religion islamique, mais souvent également en tant que personnes au passé migratoire.

Dès ma prise de fonctions comme ministre de l'Intérieur, j'ai clairement fait savoir : je me porte garant de la lutte contre toute forme de racisme, d'extrémisme et d'hostilité à l'égard d'un groupe de personnes particulier – et explicitement aussi contre l'islamophobie. Nous avons déjà lancé d'importants projets à ce sujet : je ne citerai ici que le plan d'action contre l'extrémisme de droite et les travaux pour élaborer une loi visant à promouvoir la démocratie.

En même temps, je considère que la Conférence allemande sur l'islam émet également un signal clair à l'adresse de tous ceux qui ne veulent pas l'entendre ou l'accepter : les musulmanes et musulmans en Allemagne et leur religion font bel et bien partie intégrante de notre société – et l'État s'occupe de leurs intérêts et préoccupations !

En réaction aux expériences de discrimination, aux menaces et aux attaques racistes, nous avons institué au sein du ministère fédéral de l'Intérieur le Comité d'experts indépendant sur l'islamophobie. Dans son cadre, des experts étudient des phénomènes d'islamophobie actuels, et ce aussi sous l'aspect d'éventuels chevauchements avec des positions antisémites et avec d'autres formes d'hostilité à l'égard d'un groupe de personnes particulier.

L'été prochain, le Comité d'experts indépendant nous présentera son rapport sur l'islamophobie en Allemagne et formulera des recommandations d'action concrètes. Je peux vous assurer dès aujourd'hui : nous prendrons ces recommandations d'action très au sérieux et veillerons à ce qu'elles rencontrent un grand écho public.

Car nous en tant que société ne pouvons accepter que des musulmanes et musulmans en Allemagne soient discriminés en raison de leur religion ou de leur origine !

Mesdames, Messieurs,

Si je constate que les musulmanes et musulmans font aujourd'hui bel et bien partie intégrante de notre pays, cela ne veut pas dire que nous pouvons nous reposer sur cela. En effet, nous devons persévérer dans nos efforts afin d'améliorer leur participation sociale.

Nous souhaitons rendre plus visible l'engagement musulman et ancrer encore mieux les communautés musulmanes dans la société. Car pour être capable d'agir et être reconnu, il faut disposer de structures autonomes, opérantes et fiables. La création, le maintien et le renforcement de ces structures incombent en premier lieu aux musulmans et à leurs communautés eux-mêmes. N'empêche que la DIK peut les accompagner, les soutenir et les aider à apprendre les uns des autres.

Dans ce contexte, il n'y a pour moi aucun doute : la réussite du vivre ensemble et la participation sociale des musulmans se jouent sur place ! Voilà pourquoi, depuis 2019 et grâce à l'enveloppe

d'aide « Mosquées en faveur de l'intégration » de la DIK, nous soutenons des communautés musulmanes dans leurs efforts de professionnaliser leurs prestations sociales, par exemple en matière de travail des jeunes, et de mieux se mettre en réseau dans leur voisinage.

L'objectif consiste à donner une visibilité aux communautés des mosquées dans leur contexte non musulman en tant que partie naturelle du voisinage, leur permettant d'être également reconnues comme acteurs sociétaux.

Ce processus nous a fait constater l'énorme intérêt que les administrations communales et les administrations des arrondissements portent au renforcement de l'échange et au partage de connaissances et de qualifications. Dans le cadre de la DIK, je souhaite donc lancer un échange d'expériences permettant aux communes intéressées d'apprendre les unes des autres et de donner des nouvelles impulsions en matière de questions liées à l'islam.

En outre, la DIK, par ses moyens de soutien de projet, continuera à promouvoir des initiatives de la société civile musulmane – par exemple des initiatives consacrées à la formation civique, au travail des jeunes et des femmes ou au dialogue au sein de la société.

Mesdames, Messieurs,

La Conférence allemande sur l'islam a – comme je l'ai déjà mentionné au début – joué un rôle essentiel dans l'instauration de chaires de théologie islamique dans des universités allemandes. Les prérequis d'une formation pratique des imams sont donc remplis.

Évidemment la formation de leurs personnels incombe aux communautés religieuses elles-mêmes. En même temps, je considère qu'il est important en termes de politique d'intégration qu'il y ait un nombre plus important d'imams socialisés en Allemagne et formés en langue allemande qui exercent leurs fonctions dans les mosquées. Ce qui est d'ailleurs également dans l'intérêt des communautés mêmes !

Je le dis clairement : moins il y a des dépendances étrangères ou des prises d'influence depuis l'étranger, plus il est facile pour les musulmans allemands de se sentir chez eux en Allemagne avec leur foi.

Certaines grandes fédérations islamiques assurent déjà elles-mêmes la formation de leurs personnels religieux en Allemagne. Afin de permettre également à d'autres associations et mosquées d'offrir une telle formation, l'Académie allemande de l'islam (*Islamkolleg Deutschland*) s'est fondée en 2019, en étroit échange avec la DIK. Aujourd'hui, elle travaille sur l'ensemble du territoire dans la formation et formation continue des imams, des personnels des mosquées et des aumôniers – et ce avec le soutien de la DIK.

Avec son programme « L'islam dans le travail social », l'université de Münster réalise un autre projet pilote important qui est cofinancé par le gouvernement du *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie et par le ministère fédéral de l'Intérieur. Cela montre : les choses ont commencé à bouger. Avec la DIK, nous souhaitons profiter de cette dynamique pour donner encore plus d'énergie à ce processus.

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite réduire progressivement le nombre d'envois d'imams en Allemagne par des gouvernements étrangers, pour finalement y mettre un terme. Actuellement, nous faisons de grands efforts pour y parvenir.

L'envoi d'imams en Allemagne est un sujet qui concerne en particulier la Turquie. C'est pourquoi nous sommes en dialogue avec les autorités compétentes en Turquie, notamment avec la *Diyanet*,

l'autorité turque des affaires religieuses. Justement la semaine dernière, la secrétaire d'État compétente dans mon ministère, Madame Juliane Seifert, a mené des entretiens à ce sujet à Ankara. Chère Juliane, je t'en remercie cordialement, et je crois que nous progressons sur la bonne voie ! Il me reste un autre point important du programme de travail que je tiens à aborder, à savoir l'aumônerie musulmane dans les établissements publics. Déjà en 2017, la DIK a formulé des recommandations à ce propos. Leur mise en œuvre ne dépend cependant pas de la DIK, mais des *Länder* en ce qui concerne les prisons, et du ministère fédéral de la Défense en ce qui concerne les forces armées.

Mon objectif consiste à poursuivre nos efforts dans ce domaine de manière à faire avancer tangiblement la mise en œuvre des recommandations de la DIK pendant la législature en cours. À cet effet, nous menons actuellement des entretiens avec le ministère fédéral de la Défense, et je suis confiante qu'une offre d'aumônerie musulmane verra bientôt le jour. Je souhaite que nous œuvrions également avec les *Länder* afin de renforcer et développer l'aumônerie dans les établissements pénitentiaires.

Mesdames et Messieurs,

Le programme de travail que nous entendons mettre en œuvre dans cette nouvelle étape de la Conférence allemande sur l'islam est ambitieux. En effet, outre les projets que je viens d'esquisser, la DIK abordera également de nombreuses autres questions dans le cadre de symposiums, d'ateliers, de coopérations et de mesures de soutien de projet.

J'estime par exemple que le sujet de l'antisémitisme au sein de la communauté musulmane doit aussi être évoqué et faire l'objet de discussions critiques – conjointement avec le délégué du gouvernement fédéral pour la lutte contre l'antisémitisme. C'est là un sujet que je veux prendre à bras-le-corps. De même, les formes d'intolérance entre musulmans ou de la part de musulmans à l'égard d'autres groupes de la société doivent faire l'objet de discussions au sein de la DIK. Cela me tient très à cœur.

À tous ceux qui se demandent pourquoi je n'ai pas abordé la lutte contre l'extrémisme islamiste, je tiens à affirmer : le ministère fédéral de l'Intérieur et le gouvernement fédéral entier, conjointement avec les autorités chargées de la sécurité, traitent ce sujet en grande priorité – également en coopération et en dialogue avec des musulmans et des organisations musulmanes. Notre lutte contre l'extrémisme islamiste s'appuie sur une approche globale : la répression et la prévention y sont entrelacées.

Dans ce contexte, nous accordons une attention particulière au travail de déradicalisation. Ainsi, le gouvernement fédéral et les *Länder* soutiennent une multitude d'offres d'aide au désengagement et à la déradicalisation dans le domaine de l'extrémisme d'inspiration religieuse, une des contributions du ministère fédéral de l'Intérieur étant par exemple le centre de consultation en matière de radicalisation de l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF). Conjointement avec le BAMF, la Cellule de recherche sur le terrorisme/l'extrémisme de l'Office fédéral de police criminelle (BKA) et l'Office fédéral pour la protection de la Constitution (BfV), nous ne cessons d'adapter nos mesures et en même temps d'élargir nos connaissances à l'aide de travaux de recherche orientés sur la pratique.

Cela dit, une chose est tout aussi claire : la Conférence allemande sur l'islam n'est pas une conférence sur la sécurité. En 2011, le thème de la prévention et de la lutte contre l'islamisme a à bon escient été exclu de la DIK – au profit d'un dialogue de sécurité autonome établi au sein de la direction générale de la sécurité publique du ministère fédéral de l'Intérieur. J'adhère entièrement à cette décision de tenir les thèmes liés à la sécurité à l'écart de la Conférence sur l'islam. En effet, les

musulmanes et musulmans ne doivent en aucun cas être collectivement frappés d'un soupçon d'extrémisme !

Mesdames et Messieurs,

Vous, les musulmanes et musulmans d'Allemagne et vos représentations, faites partie de l'Allemagne, avec votre foi et votre engagement. Vous attendez à juste titre que l'État et la société vous intègrent et vous laissent participer comme membre naturel et égal du grand ensemble.

Sachez cependant qu'inversement notre société a aussi besoin de vous et de votre engagement – pour une démocratie libérale, pluraliste et participative et pour la cohésion entre tous les citoyennes et citoyens. C'est d'autant plus vrai en cette période où la polarisation s'aggrave et qu'il faut chaque jour à nouveau vivre et défendre la démocratie.

Voici donc l'appel que je lance à votre adresse : engagez-vous et participez aux débats d'actualité ! Assumez des responsabilités comme membres d'une société civile active ! Participez et contribuez activement à façonner, animer et renforcer la cohésion en Allemagne et en Europe – et ce également face aux dictatures, autocraties et extrémistes aux portes de l'Europe et partout dans le monde.

Merci beaucoup !